



VILLE DE  
MARSEILLE

# **Concession portant Délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation d'un réseau de chaleur urbain dans les 15ème et 16ème arrondissements de la Ville de Marseille**

## **Règlement de la consultation** **Phase candidature**

Concession passée en application de la troisième partie du Code de la commande publique et des articles L1410-1, L1410-3 et L.1411-1 à L.1411-19 du Code général des collectivités territoriales

Consultation n° 25\_0746

Date et heure limite de réception des candidatures : Le **6 Août 2025 à 16h00**

## SOMMAIRE

---

SOMMAIRE.....	2
Préambule.....	3
Article 1 – Objet de la consultation et présentation du projet.....	4
Article 2 – Caractéristiques de la concession.....	6
Article 3 – Organisation de la consultation.....	6
Article 4 – Dossier de consultation des entreprises et renseignements complémentaires.....	8
Article 5 – Composition des candidatures à remettre par les candidats.....	9
Article 6 – Analyse des candidatures.....	14
Article 7 – Documents à produire au stade de l’attribution de la concession.....	15
Article 8 – Abandon de la procédure.....	16
Article 9 - Voies et délais de recours.....	16

## PRÉAMBULE

---

Face à l'urgence climatique et aux défis en matière d'approvisionnement énergétique, la France doit trouver des solutions décarbonées et économiquement viables pour assurer son autonomie énergétique. Cela signifie promouvoir la sobriété et l'efficacité énergétique, relocaliser la production d'énergie à partir de sources renouvelables, et abandonner progressivement les énergies fossiles. La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (loi 3DS), précise à l'article 181-II-I-4°, le transfert de la compétence « création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains » de la Métropole Aix Marseille Provence à la Ville de Marseille.

Suite au transfert de la compétence de « Réseau de Chaleur Urbain » en janvier 2023, une étude de faisabilité visant la création d'un réseau dans les 15ème et 16ème arrondissements de la Ville de Marseille a été réalisée. Cette étude confirme la viabilité d'un tel projet et son impact positif sur le plan social et environnemental.

Les résultats conduisaient à la livraison annuelle de 85 GWh de chaleur et 3,5 GWh de froid à pleine charge du réseau par la création d'un réseau de chaleur de 28 km, d'un réseau de froid de 4,8km et de 97 sous-stations. Il est précisé que ces données sont données à titre indicatif.

Le réseau pourra être alimenté par plusieurs sources d'Energies Renouvelables et de Récupération (EnR&R).

Par une délibération en date du 12 décembre 2024, la Ville de Marseille a décidé d'approuver le principe d'une concession de service public pour la réalisation et l'exploitation d'un réseau de chaleur urbain dans les 15ème et 16ème arrondissements de la Ville de Marseille et de lancer une consultation visant à l'attribution d'un contrat de délégation de service public portant sur cet objet.

La présente consultation est organisée dans le cadre des dispositions du Code de la commande publique (CCP) et des articles L.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux délégations de service public.

## **Article 1 – Objet de la consultation et présentation du projet**

### **1.1. Identification de l'Acheteur**

Ville de Marseille  
Hôtel de Ville  
Quai du Port  
13233 Marseille Cedex 20

Profil acheteur : marchespublics.mairie-marseille.fr

#### **Service gestionnaire du dossier :**

Direction de la Transition Écologique et des Mobilités – Pôle Transition Écologique et Environnements de vie - Service Climat Air Énergie - Division Énergies Renouvelables  
320/330 avenue du Prado – Le Grand Pavois 13233 Marseille Cedex 20

### **1.2. Objet de la consultation**

La présente consultation a pour objet de confier à un opérateur, au travers d'une concession sous forme de délégation de service public, la réalisation et l'exploitation d'un réseau de chaleur urbain dans les 15ème et 16ème arrondissements de la Ville de Marseille.

Le concessionnaire assurera à ses risques et périls l'exécution des prestations.

### **1.3. Missions confiées au concessionnaire**

Le contrat de concession imposera au concessionnaire, entre autres, les obligations et l'exécution des missions suivantes :

- Conception, financement et construction d'installations (réseau(x), sous-stations, unités de productions d'ENR&R et gaz, le cas échéant
- Commercialisation des polices d'abonnement ;
- Gestion aux risques et périls ;
- Fourniture de chaleur aux usagers ;
- Fourniture de froid/fraicheur aux usagers ;
- Exploitation, maintenance et GER ;
- Suivi du patrimoine ;
- Transparence dans la gestion : devoir d'information ; redevances dont redevance de contrôle ; gestion de fin de contrat.
- Respect d'objectifs de qualité et de service ;

Les principales missions qui seront confiées au futur concessionnaire seront précisées au projet de contrat.

#### **1.4. Périmètre de la concession**

Le périmètre de la Concession est le suivant :



#### **1.5. Projet et objectifs**

Les objectifs, définis par la Ville de Marseille sont les suivants :

- Respecter les engagements environnementaux contractuels en assurant une part minimum de 70% d'énergies renouvelables dans le mix énergétique,
- D'intégrer plusieurs sources d'énergies renouvelables pour alimenter le réseau
- Assurer la continuité et la qualité du service public de livraison de chaud et éventuellement de froid aux bâtiments raccordés,
- Optimiser et maîtriser durablement le coût de la chaleur ;
- Développer / moderniser la relation avec les usagers ;
- Développer à moyen terme un service de distribution de fraîcheur en prévoyant l'extension du réseau jusqu'au littoral dans le 16<sup>ème</sup> arrondissement
- Assurer la transparence de la gestion technique et financière du réseau ;
- D'associer des projets connexes d'aménagement urbain écologique portés par des services municipaux.

## **Article 2 – Caractéristiques de la concession**

### **1.6. Durée**

La concession est conclue pour une durée de **vingt-sept (27) ans** à compter de sa date de notification.

### **1.7. Modalités financières**

Le concessionnaire sera rémunéré par les ressources tirées de l'exploitation du service public.

### **1.8. Méthode d'estimation de la valeur de la Concession**

Pour les activités réalisées sur la durée de la concession, la valeur du contrat est estimée à environ 274 millions d'euros HT.

Ce montant correspond à l'estimation du chiffre d'affaires total hors taxe du concessionnaire, sur la durée du contrat, majorée du montant estimé des subventions prévisionnelles.

## **Article 3 – Organisation de la consultation**

### **1.1. Procédure de la consultation**

La présente consultation est organisée dans le cadre des dispositions des articles L.1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants du CGCT relatives aux délégations de service public et selon une procédure restreinte.

### **A ce stade, il est simplement demandé aux candidats de remettre leur candidature.**

La procédure restreinte est ainsi composée de deux phases distinctes :

- Une première phase (phase 1) relative à la sélection des candidatures et objet du présent règlement de la consultation ;
- Une seconde phase (phase 2) relative à la sélection des offres des candidats retenus à l'issue de la phase 1.

En phase candidature, seul quatre (4) candidats maximum seront retenus et admis à présenter une offre, ceux ayant obtenus les meilleures notes sur la base des critères de sélection des candidatures ci-dessous. Seuls les candidats admis à l'issue de cette phase seront invités à remettre une offre initiale, dont le contenu sera détaillé dans la lettre d'invitation à remettre une offre.

A l'issue de la phase 1 de sélection des candidatures, au moyen d'un autre règlement de la consultation, les candidats retenus seront informés des modalités de déroulement de la phase 2 et du dépôt des offres.

Les autres candidats seront informés du rejet de leur candidature.

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans réserve du présent règlement de consultation.

## **1.2. Organisation de la consultation**

A titre indicatif et prévisionnel, à ce stade de la procédure, il est envisagé que cette dernière se déroule en plusieurs phases comme suit :

- Le dossier de consultation relatif aux candidatures (« AAPC et RC Candidatures ») est à retirer gratuitement, en accès direct et complet, sur la plateforme en ligne à l'adresse suivante : marchespublics.mairie-marseille.fr
- Les candidats devront remettre leur candidature avant les date et heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et en page de garde du présent document) ;
- Au vu des dossiers de candidatures, la Commission prévue à l'article L. 1411-5 du CGCT dressera la liste des candidats admis à poursuivre la procédure de consultation;
- Le DCE relatif à l'offre sera par la suite transmis aux candidats admis à déposer une offre initiale. Les candidats devront remettre leurs offres avant la date limite indiquée dans le courrier d'invitation;
- Conformément aux dispositions des articles L 1411–1 et L 1411–5 du CGCT et au vu de l'avis de la commission prévue à l'article L. 1411-5 du CGCT, l'autorité habilitée à signer le contrat engagera librement toute discussion utile avec les candidats ayant présenté une offre. Les dates et les modalités de déroulement seront précisées postérieurement aux candidats admis à négocier ;
- Le cas échéant, une ou plusieurs offres intermédiaires seront demandées aux candidats et par la suite, éventuellement négociées. Les candidats retenus seront invités par courrier comportant les dates exactes de remise des éléments et de la ou des séances de négociations.
- Les premières phases de négociation pourraient avoir lieu au 1er Trimestre 2026.
- Aux termes des négociations, la Ville de Marseille transmettra aux candidats une demande d'offre finale ;
- Sur la base des éléments figurant dans cette demande, les candidats transmettront une offre finale (période prévisionnelle) : 2nd trimestre 2026.
- Si, après analyse des offres finales, il était constaté que les offres remises ne satisfont pas aux attentes de la Ville de Marseille, celle-ci pourra décider de rouvrir les négociations. Dans cette hypothèse, tous les candidats ayant remis une offre finale seront invités à ce nouveau tour de négociation, avec remise d'une offre ultime.
- A l'issue des négociations, l'autorité habilitée à signer le contrat saisit l'assemblée délibérante du choix du candidat auquel elle a procédé. Elle lui transmet le rapport de la commission présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des offres de celles-ci, ainsi que les motifs du choix de l'attributaire

pressenti et l'économie générale du contrat. La date prévisionnelle de notification du contrat devrait être en juillet 2026.

## **Article 4 – Dossier de consultation des entreprises et renseignements complémentaires**

### **1.3. Retrait du dossier de candidature**

Au stade de la candidature, le dossier de consultation comporte les documents suivants :

- Le présent règlement de consultation et son annexe (guide relatif à la dématérialisation des marchés publics),
- Une lettre de candidature (DC1)
- Une déclaration du candidat (DC2)

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable gratuitement sur le site Internet suivant : **marchespublics.mairie-marseille.fr**.

L'inscription sur la plate-forme est gratuite. L'inscription est facultative, mais elle permet en outre aux personnes inscrites d'être automatiquement averties (par courriel) des éventuels compléments ou modifications apportées aux documents déjà téléchargés.

A ce titre, il est précisé que la saisie de toute information erronée de la part des candidats peut nuire à la transmission des documents initiaux et aux éventuels renseignements complémentaires.

### **1.4. Renseignements complémentaires**

Les candidats souhaitant obtenir des renseignements complémentaires devront formuler leurs demandes, en langue française via la plateforme :

marchespublics.mairie-marseille.fr.

Il ne sera répondu qu'aux seules questions qui seront parvenues, au plus tard, dix (10) jours francs avant la date limite de remise des candidatures (date de réception de la demande faisant foi).

Il ne sera répondu à aucune question orale ou posée par mail.

La Ville de Marseille répondra aux questions dans le respect des principes de transparence, d'égalité de traitement des candidats et d'égal accès à la commande publique.

Une réponse commune à ces questions sera adressée à tous les candidats au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des candidatures.

### **1.5. Modifications et compléments au dossier de consultation**



La Ville de Marseille se réserve la possibilité, au plus tard 6 (six) jours francs avant la date limite fixée pour la réception des candidatures, d'apporter des modifications ou compléments au dossier de consultation et de formuler des recommandations spécifiques aux candidats, dans le strict respect de l'égalité de traitement des candidats et des règles de concurrence.

Les candidats seraient alors tenus de remettre leur candidature en intégrant l'ensemble des compléments d'information que la Ville de Marseille lui aura délivrés.

En cas de nécessité, le report de la date limite fixée pour la réception des candidatures pourra être prononcé par la Ville de Marseille.

## **Article 5 – Composition des candidatures à remettre par les candidats**

### **1.6. Groupements d'opérateurs**

Les candidats peuvent présenter leur candidature dans le cadre d'un groupement.

La composition du groupement ne pourra en principe être modifiée entre la remise des candidatures et la notification du contrat de concession de service public, c'est-à-dire qu'elle ne pourra ni s'adjoindre un nouveau membre, ni supprimer l'un de ses membres.

Par exception et sous réserve de l'approbation préalable de la Ville de Marseille, il sera admis, si ces changements sont justifiés comme étant favorables aux intérêts de la Ville de Marseille :

- que le groupement candidat puisse s'adjoindre un nouveau membre avant l'attribution du contrat, sous réserve qu'il produise la déclaration sur l'honneur demandée dans l'avis de concession ;
- que les membres d'un groupement dont la candidature a été retenue puissent exceptionnellement quitter cette équipe avant l'attribution du contrat, mais si et seulement si l'équipe ainsi modifiée continue de présenter des capacités et garanties au moins équivalentes à celles qui avaient conduit à retenir sa candidature.

En tout état de cause, les éventuelles modifications du groupement candidat ne doivent pas remettre en cause les choix opérés par la Ville de Marseille lors de l'examen des candidatures ou être directement ou indirectement constitutives de pratiques anticoncurrentielles. Afin de répondre aux exigences du droit de la concurrence (cf. notamment en ce sens la décision de l'Autorité de la concurrence n° 09-D-18 du 2 juin 2009), il est rappelé que les groupements candidats pourront être sollicités afin de présenter les motifs techniques et /ou économiques qui justifient que leurs membres se soient groupés pour répondre à la présente consultation.

### **1.7. Composition des candidatures**

Les candidats transmettent leur candidature **par voie dématérialisée uniquement**. **Les candidatures transmises sur format papier ne seront pas acceptées.**

**Les candidats préciseront dans leur candidature les coordonnées de la personne en charge du dossier de candidature (nom, téléphone, télécopie, e-mail).**

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'il doit s'agir des coordonnées qu'ils utilisent régulièrement notamment s'agissant des adresses mail, et auxquelles seront envoyées toutes demandes de la Ville de Marseille au cours de la procédure.

Tous les documents constituant ou accompagnant les candidatures des candidats doivent être rédigés en langue française exclusivement. La langue de travail pour les opérations préalables à l'attribution du marché et pour son exécution est le français exclusivement.

A l'appui de leur candidature, les soumissionnaires doivent obligatoirement produire les éléments nécessaires à la démonstration que ces derniers disposent des capacités économiques, financières et professionnelles suffisantes à l'exécution du contrat. Les soumissionnaires ne disposant manifestement pas des capacités suffisantes pour exécuter le contrat voient leur candidature éliminée.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces désignées ci-après, datées et signées par lui.

Les candidatures devront contenir les éléments énumérés ci-dessous, conformément aux articles L3123-18 et R3123-16 à R3123-19 du Code de la commande publique, et respectant la numérotation indiquée.

- *Notice n°1 : Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession*

Le candidat fournit une Notice n°1 comprenant :

**1)** Lettre de candidature, datée et signée du dirigeant, accompagnée des documents l'habilitant à la signature (en cas de groupement ou de sous-traitance déclarée au stade de la candidature, nom des membres et sous-traitants, identité du mandataire, preuves de l'habilitation du mandataire) La lettre de candidature devra mentionner le nom ou la dénomination du candidat, sa forme juridique, son adresse ou l'adresse de son siège social, le cas échéant son n° d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés ou au répertoire des métiers, précisant si le candidat se présente seul ou en groupement, ou tout autre document de nature à justifier l'identité et la capacité juridique du candidat ; Les candidats fourniront une note contenant les informations utiles sur la structure envisagée pour l'exécution du Contrat ;

**2)** Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation du contrat de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L. 3123-14, que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes exigés en application des articles L.3123-18, L.3123-19 et L.3123-21 et dans les conditions fixées aux articles R.3123-1 à R.3123-8 sont exacts ; et qu'il satisfait à l'ensemble des conditions soumises aux articles R. 3123-16 à R. 3123-19 du CCP ;

**3)** Le candidat produit tout document attestant qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L.3123-1 à L.3123-14 du CCP (le candidat produit un certificat délivré par les administrations

et organismes compétents pour justifier qu'il a satisfait aux obligations prévues à l'article L.3123-2 du CCP) ;

4) Justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du Travail ;

5) Les documents suivants relatifs à la situation propre des opérateurs économiques :

- a. Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'entreprise candidate ;
- b. Un justificatif datant de moins de trois mois de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (extrait Kbis) ou, pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises ;
- c. Si une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire a été ouverte, le candidat produit la copie des décisions de justice afférentes à cette procédure.

6) Les documents nécessaires à l'éventuelle transmission par la Ville de Marseille de la notification ou de la déclaration à la Commission Européenne définis à l'annexe III règlement d'exécution (UE) 2023/1441 du 10 juillet 2023 : L\_2023177FR.01000101.xml (europa.eu)

La valeur estimée du contrat étant supérieure à 250 millions d'euros, la présente procédure est soumise aux obligations du règlement (UE) 2022/2560 du 14 décembre 2022 relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur et au règlement d'exécution (UE) 2023/1441 du 10 juillet 2023 applicable depuis le 12 octobre 2023.

Les candidats sont autorisés à présenter une copie des certificats, documents et justificatifs susvisés.

Les entités sur lesquelles s'appuient les candidats pour remettre leur candidature devront produire les mêmes déclarations et attestations.

**En cas de groupement, ces éléments sont à fournir par chaque membre du groupement.**

Les candidats étrangers devront satisfaire les mêmes exigences au regard de règles d'effet équivalent dans leur pays.

Les formulaires DC1, DC2 applicables à la réglementation marchés publics peuvent être utilisés, ils sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj>.

En cas de groupement, l'imprimé DC1 doit être signé par chacun de ses membres, et pour les groupements conjoints, la répartition des prestations entre ses membres doit être précisée en rubrique. L'imprimé DC2 doit être fourni par chacun des membres du groupement.

- *Notice n°2 : Capacité économique et financière*

**La présente consultation prévoit un niveau minimum de capacité financière : le candidat devra présenter un chiffre d'affaires annuel au moins égal à 15 millions d'euros.**

Le candidat fournit une Notice n°2 comprenant les éléments suivants relatifs à la capacité économique et financière du candidat :

**1)** Une déclaration sur l'honneur concernant, d'une part le chiffre d'affaires global et, d'autre part, le chiffre d'affaires concernant les prestations similaires (objet, nature, ampleur) à celles auxquelles se réfère la présente consultation, réalisés au cours des trois (3) derniers exercices ou des seuls exercices clos si la date de création de l'entreprise est inférieure à trois (3) ans ;

Le candidat pourra utiliser à cet effet l'imprimé DC2 susmentionné.

**2)** Pour les opérateurs économiques pour lesquels l'établissement d'un bilan est obligatoire en vertu de la loi : les bilans, comptes de résultat et annexes ou documents équivalents, des trois (3) derniers exercices ou des seuls exercices clos si la date de création de l'entreprise est inférieure à trois (3) ans ou les équivalents pour les candidats étrangers non établis en France ;

**3)** Les liasses fiscales complètes comprenant l'ensemble des annexes des trois (3) derniers exercices ou leur équivalent pour les candidats étrangers non établis en France ; les justificatifs nécessaires à l'appréciation de la régularité de sa situation en ce qui concerne les aspects fiscaux et sociaux (impôts, TVA, cotisations sociales).

**4)** Les rapports des commissaires aux comptes des trois (3) derniers exercices ou les équivalents pour les candidats étrangers non établis en France ;

**5)** Un organigramme présentant la structure de l'actionnariat du candidat permettant de positionner le candidat vis-à-vis des opérateurs économiques dont il se réclame des moyens financiers ou opérationnels ;

**6)** Pour les candidats se réclamant de garanties financières de leur maison mère, les liasses fiscales complètes de la maison mère comprenant l'ensemble des annexes des trois (3) derniers exercices ou les équivalents pour les candidats étrangers non établis en France.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen qui sera considéré comme approprié par le pouvoir adjudicateur.

**En cas de groupement, ces documents sont exigés pour chaque membre du groupement.**

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du contrat. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

- *Notice n°3 : Capacité technique et professionnelle*

Le candidat fournit une Notice n°3 comprenant les éléments suivants relatifs à la capacité technique et professionnelle du candidat :

1) Une note descriptive des moyens humains et matériels du candidat comprenant notamment les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois (3) dernières années ou depuis la date de création de l'entreprise si cette dernière date de moins de trois (3) ans ;

2) Indication des noms et qualifications professionnelles (titres d'études et professionnels) des personnes qui seront chargées de l'exécution du contrat de concession et dont le candidat peut se prévaloir concernant l'exploitation d'équipements similaires présentant des caractéristiques similaires à celui objet de la concession ;

3) Une note présentant l'aptitude du candidat à assurer la continuité et la qualité du service public ainsi que l'égalité des usagers devant le service public ;

4) Une liste des prestations vérifiables et de même nature et importance que les prestations faisant l'objet du contrat, en cours d'exécution ou exécutés au cours des cinq (5) dernières années pour apprécier les capacités professionnelles et techniques du candidat.

Ces prestations devront démontrer l'aptitude du candidat ou du groupement candidat à réaliser des prestations de même nature et d'une même ampleur.

Pour les prestations les plus importantes, des attestations de bonne exécution sont à produire. Ces attestations indiquent le lieu d'exécution des prestations, la nature et les caractéristiques principales du contrat, la collectivité concédante, la nature contractuelle, la nature des prestations personnellement effectuées par chacun des membres.

Une déclaration relative aux moyens techniques dont le candidat dispose pour l'exécution des prestations.

5) Tous éléments complémentaires jugés pertinents par le candidat.

L'opérateur économique candidat pourra apporter la preuve de ses capacités techniques et professionnelles par des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants ou par tout moyen jugé équivalent.

**En cas de groupement, ces documents sont exigés pour chaque membre du groupement.**

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du contrat. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

S'il constate que des pièces devant être produites au soutien de la candidature sont manquantes ou insuffisantes, la Ville de Marseille pourra demander aux soumissionnaires de régulariser, dans un délai convenu, leur dossier de candidature.

## **1.8. Constitution et modalités de l'envoi des dossiers des candidats**

Les candidats doivent présenter leur dossier dans les conditions suivantes sous peine d'être écartés de la consultation.

La candidature des candidats est transmise par voie dématérialisée et sécurisée permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception et de garantir leur confidentialité.

Les candidatures devront être déposées sur le profil acheteur de la ville, marchespublics.mairie-marseille.fr, dans les conditions décrites en annexe au présent règlement de consultation.

La procédure de dépôt est détaillée sur le site marchespublics.mairie-marseille.fr.

La plateforme de dématérialisation met à la disposition des candidats un guide d'utilisation dans la rubrique Aide. Le service de support est ouvert de 9h00 à 19h00 les jours ouvrés et peut être contacté au **N° Indigo 0 820 20 77 43**.

Tous les prérequis techniques nécessaires y sont mentionnés. Les dispositions relatives à la dématérialisation sont détaillées à l'**Annexe n°1 « Guide relatif à la dématérialisation » du présent règlement de consultation**.

Il est toutefois possible pour les candidats de déposer une copie de sauvegarde dans les conditions prévues à l'**Annexe n°1** au présent règlement de consultation.

#### **1.9. Date limite de réception des candidatures**

Les dossiers doivent parvenir dans le délai fixé en page de garde du présent règlement de consultation c'est-à-dire, avant le **6 Août 2025 à 16h00**, délai de rigueur.

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées en page de garde du présent document ne seront pas acceptés. Ils seront écartés de la consultation c'est-à-dire, ni ouverts, ni analysés.

#### **1.10. Régularisation des candidatures**

Selon les dispositions de l'article R. 3123-20 du CCP, la Ville de Marseille qui constate que manquent des pièces ou informations dont la production était obligatoire, peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai convenu. Elle informe les autres candidats de la mise en œuvre de la présente disposition.

Cette demande pourra être réalisée en une ou plusieurs fois.

### **Article 6 – Analyse des candidatures**

La Commission de délégation de service public, prévue à l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales, procédera à l'examen du contenu des dossiers de candidature.

A l'ouverture des plis, la Ville de Marseille procédera au recensement des pièces nécessaires à l'appréciation des candidatures.

En application de l'article R. 3123-20 du CCP, la Ville de Marseille (Autorité délégante) qui constate que manquent des pièces ou informations dont la production était obligatoire, peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai de dix (10) jours francs maximum.

En application des articles R3123-11 à R3123-13 du Code de la commande publique, la Ville de Marseille a décidé de limiter le nombre de candidats qui seront invités à participer à la phase d'offre :

- Le nombre minimum de candidats qu'elle a prévu d'inviter est de trois (3) ;
- Le nombre maximum de candidats qu'elle a prévu d'inviter est de quatre (4).

**Au vu des pièces et renseignements figurant dans le dossier de candidature, la Commission de délégation de service public sélectionnera les candidats admis à présenter une offre. En cas de nombre de candidatures supérieur à quatre (4), les quatre (4) candidats admis à remettre une offre seront déterminés sur la base des critères mentionnés ci-dessous :**

Critères de sélection des candidatures		Pondération
<b>1</b>	<b>Capacités professionnelles</b> en matière de conception, de construction et d'exploitation d'ouvrages comparables au regard du 2) et 4) de la Notice n°3	<b>50 %</b>
<b>2</b>	<b>Capacités techniques</b> (moyens humains et matériels) en matière de conception, de construction et d'exploitation d'ouvrages au regard du 1) et 3) de la Notice n°3	<b>35 %</b>
<b>3</b>	<b>Capacités économique et financières</b> au regard de la Notice n°2 <i>Il est exigé un chiffre d'affaires minimum annuel dans le secteur d'activité concerné de 15 millions d'euros pour le candidat ou l'ensemble du groupement</i>	<b>10 %</b>
<b>4</b>	<b>Respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 et suivants du Code du travail</b> au regard du 4) de la Notice n°1	<b>5%</b>

## **Article 7 – Documents à produire au stade de l'attribution de la concession**

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer la concession devra produire (et ensuite tous les 6 mois) :

- ♦ Dans tous les cas :
  - Un relevé d'identité bancaire (RIB)
  - Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 822251° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).
  - Le pouvoir adjudicateur s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme<sup>TM</sup> de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

- L'attestation délivrée par l'administration compétente prouvant que les obligations fiscales ont été satisfaites au 31 décembre de l'année précédente la demande de l'administration.
- La liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.  
Ou une déclaration sur l'honneur de ne pas en employer.
- Une attestation d'assurance en cours de validité.
- Le n° SIREN.

Les certificats et attestations doivent être rédigés en langue française ; les certificats ou attestations rédigés en langue étrangère sont cependant acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse sont indiqués. Les certificats devront être fournis par le candidat, dans **un délai de 5 jours ouvrés**, à compter de la date de réception de la demande de l'administration (par mail ou télécopie).

## **Article 8 – Abandon de la procédure**

La Ville de Marseille informe les candidats qu'elle se réserve le droit de mettre fin à la consultation, à tout moment de la procédure, pour tout motif d'intérêt général.

Dans cette éventualité, aucune indemnisation ne pourra être allouée aux candidats.

## **Article 9 - Voies et délais de recours**

### **Instance chargée des procédures de recours et auprès duquel des renseignements peuvent être retenus sur l'introduction des recours :**

Tribunal administratif de Marseille  
31 rue Jean-François Leca  
CS 60642  
13235 Marseille Cedex 2  
Tél. : 04 91 13 48 13  
Fax : 04 91 81 13 87 / 89

Courriel : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr) (ce courriel ne doit pas être utilisé pour la transmission de requêtes, de mémoires ou de pièces de procédure, à effectuer via [Télérecours citoyen](#)).

Les candidats peuvent saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



**Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :**

- Délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée (article R.421-1 du Code de justice administrative) ;
- Le président du Tribunal administratif peut également être saisi en référé :
  - avant la conclusion du contrat en cas de manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence (art L.551-1 du même code) ;
  - après la conclusion du contrat (article L551-13 du Code de justice administrative).